

# Déclaration d'un groupe de ressortissants de la province du Woleu-Ntem, membre de l'opposition

Mesdames, messieurs, chers compatriotes,

Au sortir des élections présidentielles du 27 août dernier, le Woleu Ntem a réalisé un score de 72, 90% en faveur du candidat Jean Ping, qui d'une manière générale, a largement gagné sur l'ensemble du territoire national.

Mais, par des méthodes dépassant l'entendement humain, le verdict sans appel de la Cour Constitutionnelle, a été rendu public en faveur de M. Ali Bongo Ondimba.

Ainsi se conclut, contre l'avis de la majorité de Gabonais, ce sanglant feuilleton électoral inédit qui a tenu en haleine, un mois durant, tout le peuple gabonais et la Communauté internationale. Il laisse un pays profondément divisé et meurtri.

Aussi, nous, membres de l'opposition, originaires de la province du Woleu Ntem ayant apporté un soutien décisif au candidat Jean Ping, épris de paix, de dialogue, de justice et de patriotisme, prenons acte de la décision de la Cour Constitutionnelle.

A l'occasion de son investiture, M. Ali Bongo Ondimba, Président déclaré élu, a lancé, à la demande de la Communauté internationale, un appel au dialogue à l'endroit de toutes les forces vives de la nation.

Nous projetant vers l'avenir à l'effet de préserver la paix dans notre pays, secoué par une grave crise politique aux conséquences multiformes, nous adhérons à cette initiative, à l'instar de M. René Ndemézo'Obiang qui, en démocrate averti, et fidèle à sa déclaration de Bitam en 2012, prônait déjà le dialogue natio-

nal.

Nous demandons d'ailleurs à ce dernier de rassembler, dans les plus brefs délais, tous les membres de l'opposition originaires du Woleu Ntem, en vue de la préparation de ce dialogue très attendu.

Notre position trouve sa justification dans les enseignements tirés de la situation postélectorale.

En effet, à en juger par de graves violences déclenchées à la suite de l'annonce des résultats provisoires déclarant M. Ali Bongo Ondimba vainqueur, le présent septennat s'annonce difficile dans un pays qui vient de perdre son symbole notoire : « La paix ».

Cette reconduction fortement controversée et violemment contestée par la majorité des gabonais, tant sur le plan national qu'international, a plongé le pays dans une vague de violences inouïes et une instabilité qui requiert aujourd'hui du pouvoir, l'impérieuse nécessité d'anticipation sur les événements futurs.

Dans ce contexte d'extrême tension, il importe de souligner que des mesures urgentes, salvatrices, courageuses et populaires s'imposent rapidement à l'effet de donner des signaux d'apaisement très significatifs à l'endroit de nos populations meurtries, blessées et divisées.

Aussi :

-Considérant que la province du Woleu Ntem a fortement affirmé sa détermination à accéder au changement pour un Gabon meilleur et qu'à ce jour cet objectif n'a pas été atteint.

-Considérant que les ressortissants du Woleu Ntem ont suffisamment contribué dans la réa-

lisation du score du candidat de l'opposition Jean Ping.

-Considérant que cette province a payé le plus lourd tribut lors des violences post électorales en termes de morts, de disparus, de blessés, de biens meublés et immeubles pour la contestation des résultats qui révélait au premier chef des ressortissants des localités qui ont mal maîtrisé leur vote.

-Considérant que notre sens de responsabilité nous commande de récuser toute stratégie machiavélique, qui se donne des objectifs quantitatifs de morts et d'incarcération massive de nos enfants pour susciter l'intervention de la Communauté internationale.

Nous, ressortissants du Woleu Ntem, nous nous inscrivons en faux quant-aux déclarations d'un groupuscule de Woleu Ntemois qui, sans se référer à l'ensemble des fils et filles de la province, se lancent au non de ceux-ci sur la voie de l'extrémisme et de va-t-en guerre, sans se soucier de la situation de nos frères, sœurs et enfants incarcérés ou hospitalisés.

Il est encore plus écœurant de voir ces fameux insensibles au lourd tribut payé par la province qu'ils semblent, tête baissée, vouloir offrir en sacrifice à leur groupe d'extrémistes comme chair à canon, à l'effet d'atteindre diaboliquement leurs objectifs quantitatifs de morts et d'incarcérations massives, nécessaires pour l'intervention des nations unies.

Quel cynisme !

Alors, en l'absence d'autres alternatives humainement acceptables, nous disons oui au dialogue dans le but de sortir notre pays de

l'impasse actuelle et de faire le point avec le pouvoir sur :

-La libération de nos parents qui sont dans les prisons, et la prise en charge de ceux qui sont internés dans les hôpitaux et les morgues à travers le pays ;

-Le fonctionnement de nos institutions constitutionnelles et les organes en charge de l'organisation des élections ;

-Le retour du vote à deux tours et la limitation des mandats électifs.

-Le redécoupage électoral et la révision du code électoral ;

-La révision de la constitution ;

-La sécurisation de l'emploi et des conditions de travail des opposants dans les administrations publiques et privées ect...

A l'adresse du pouvoir, nous soulignons l'impérieuse et pressante nécessité de donner des signaux forts d'apaisement à l'endroit des populations outrées. Ceci passe par l'instauration, dans les plus brefs délais, du dialogue, arme efficace de résolution des conflits en pays EKANG.

Nous demandons que ce dialogue qui a déjà pris beaucoup de retard depuis son annonce par le Président déclaré élu, soit convoqué en urgence et encadré par des médiateurs internationaux.

Je vous remercie.

Pour le Mouvement de Défense des Intérêts du Woleu Ntem.

**Le Rapporteur**

**Thierry Ondo Nguema**